

Le nouveau Bush est arrivé



G.W. Bush a entamé son deuxième mandat de quatre ans

Les réactions à l'élection incontestable de G. W. Bush à un deuxième mandat de quatre ans ont immédiatement mis en lumière l'existence de deux Amériques profondément et semble-t-il, durablement divisées :

D'un côté, une Amérique majoritaire celle d'un petit peuple, blanc de préférence, intégrée à un héritage légué par les pères fondateurs dont il a conservé l'esprit pionnier et missionnaire ; de l'autre, une Amérique plus intellectuelle, plus BCBG (bon chic bon genre), plus nuancée, plus indécise, plus encline à l'argumentation avant la décision éventuelle à prendre.

Le populisme de Bush n'a fait qu'une bouchée de l'élégant et bien élevé Kerry.

Qui s'en étonnerait sinon ceux qui ont pensé qu'une situation irakienne catastrophique pouvait éclipser le chambardement de société que l'élection de Kerry n'aurait pas manqué de provoquer dans une Amérique bien-pensante dominée par une diffusion évangélique qu'aucune révolution de 1789 n'a encore remis en cause. L'Amérique dite profonde a élu le rempart d'une société de la foi et accessoirement un chef de guerre capable de conduire le peuple élu à la victoire. Mais voilà, comme Moïse le conducteur du peuple américain doit traverser le Jourdain ; il faudrait un miracle pour qu'il parvienne de l'autre côté de la rive à pieds secs.

Devant les militants républicains, dans le premier discours public de son deuxième mandat, G.W Bush a tendu la main à ses adversaires en louant la courtoisie de leur chef de file et en insistant sur la nécessité de réduire l'écart entre les deux Amériques, mis en évidence par le vote du 2 novembre. Alors que sa victoire sans conteste ne l'y obligeait pas, l'appel pressant aux votants démocrates et à John Kerry lui-même, tendrait à démontrer que G.W. Bush a pris conscience qu'il ne pourrait réellement gouverner durant cette deuxième mandature sans inclure dans son programme une réduction de la fracture sociétale qu'il a provoquée. On ne verra sûrement pas G.W. Bush célébrer un mariage gay et si les Etats-Unis ne se réduisent pas à New-York, Los Angeles, Boston ou San Francisco, l'ancien nouveau président ne peut ignorer les grandes métropoles qui sont les pépinières d'entreprises du premier grand économique mondial, mais qui renferment aussi les noyaux de populations les plus défavorisés.

En politique extérieure, non seulement le guêpier irakien, mais la situation au Moyen Orient, en Afghanistan, les défis de l'Iran ou de la Corée du Nord, présents dans la campagne de Bush sous l'appellation de "lutte contre le terrorisme" sont autant de dangereuses épines pour l'administration républicaine. Le nouveau Bush devrait logiquement infléchir la politique unilatéraliste dans laquelle il s'est imprudemment engagé et revenir à plus de considération pour les Nations Unies et les alliés européens qui ont refusé de le suivre dans une aventure en train de mal tourner.

Cela signifierait un retour à une politique multilatéraliste qui avait toujours été la marque de la diplomatie américaine depuis Wilson. La campagne électorale des républicains n'avait pas hésité à utiliser la peur du terrorisme comme levier électoral. Or la peur est un réflexe négatif et plutôt paralysant que, la campagne terminée, le nouveau président se doit de dissiper. Cette tâche ne sera pas la plus facile à accomplir.

Jean Claude Courdy

www.geopolitis.net